

2 Politique

**Assemblée nationale
Le PRE expliqué aux députés**



Vue partielle des députés.



Le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, lors de son intervention.



Les membres du gouvernement pendant l'exécution de l'hymne national.

J.K.M
Libreville/Gabon

Le Premier ministre s'est fait fort, hier, d'édifier les membres de la Représentation nationale sur les contours du Plan de relance économique (PRE) adopté par le gouvernement le 19 mai 2017.

C'EST un exercice hautement pédagogique auquel s'est livré, hier, à l'Assemblée nationale, le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, en déclinant devant le président de cette institution, Richard-Auguste Onouvié, les députés et plusieurs membres de son équipe, les contours du Plan de relance économique (PRE) adopté par le gouvernement le 19 mai

2017. Une initiative pleinement appréciée par les membres de la Représentation nationale d'autant que, de mémoire des députés, c'est bien la première fois qu'un Premier ministre les édifie sur les subtilités d'un plan conçu par son équipe, aux fins de sortir le pays de la crise. De fait, Emmanuel Issoze Ngondet a indiqué que le PRE se justifiait au regard de la dégradation de plusieurs agrégats macro-économiques. Du coup, a-t-il précisé, "conçu en accord avec la vision réformatrice du chef de l'État, le PRE vise à relancer la croissance, recréer la richesse, base sur laquelle il sera possible au gouvernement d'assurer l'aisance de la population, ainsi que le leadership de notre pays dans une sous-région fragilisée par la crise". Dans cette optique,

a-t-il fait valoir, il vise quatre objectifs majeurs. Notamment le rétablissement durable de l'équilibre des finances publiques, en ramenant le déficit budgétaire à un niveau inférieur à 3%. La résorption de la pauvreté et l'amélioration du bien-être des populations, en réduisant de 100 000, le nombre des Gabonais économiquement faibles. La maîtrise du niveau d'endettement du pays, en le ramenant progressivement vers le niveau stratégique arrêté par le gouvernement. Enfin, la redynamisation de la création de richesses et d'emplois pour répondre à la forte demande sociale. Tout ceci, a-t-il indiqué, adossé à la poursuite de la réforme des services administratifs, la mise en œuvre du Plan d'urgence de l'Éducation nationale à travers

la construction de plus de 160 salles de classes, la réhabilitation de certaines universités et près d'une dizaine de centres de formation professionnelle destinés à 15 000 apprenants. Pour atteindre ces objectifs, a-t-il poursuivi, le PRE s'articule autour de cinq programmes. Le premier, destiné à optimiser les ressources et créer les conditions pour assainir l'économie par le biais du renforcement des recettes non pétrolières, le recours aux financements extérieurs en veillant à la soutenabilité de la dette, l'assainissement et le renforcement du système financier public. Le second "a pour objectif la maîtrise des dépenses publiques à travers un encadrement renforcé de la masse salariale, la rationalisation des

services publics personnalisés, l'apurement de la dette intérieure, la programmation triennale des investissements publics et la maîtrise des comptes sociaux", a-t-il déclaré. Non sans ajouter que le troisième consacre le renforcement de la compétitivité des filières motrices de croissance avec, autant que nécessaire, l'appui du secteur privé. Le quatrième, l'amélioration du cadre des affaires pour faciliter l'initiative privée. Et le dernier, l'amélioration de la qualité des services aux citoyens. "Le gouvernement agira dans le sens de densifier ses actions en faveur de l'amélioration de la qualité de l'enseignement, de la résorption du déficit des enseignants, de l'accélération des constructions de salles de classes et de l'optimisation des statistiques sur le

système éducatif", a-t-il avancé. Le locataire du 2-Décembre a aussi appelé "au renforcement d'un dialogue social ouvert, inclusif et sincère pour restaurer un climat social apaisé, condition essentielle pour la réussite du PRE". Tout naturellement, ces propos du chef du gouvernement ont suscité de nombreuses interrogations de la part de plusieurs députés (Lire ci-dessous). Au terme de cinq minutes de pause, il s'est fait fort d'apporter des éclaircissements et d'intégrer au PRE des propositions formulées par certains intervenants. Car, a-t-il fait valoir, "un des objectifs visés par son exercice est de renforcer la collaboration entre l'Exécutif et l'Assemblée nationale, à travers un soutien effectif et intelligent des députés".

**Réactions des membres de l'Assemblée nationale
Des préoccupations évidentes**



L'honorable Barnabé Indoumou a également interpellé le chef du gouvernement.



L'honorable, Gertrude Mfoumou.



Le député de Bitam Patrick Eyoghe Edzang.

SM
Libreville/Gabon

LA communication relative au Plan de relance de l'économie (PRE) faite par le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, hier, à l'Assemblée nationale, a suscité plusieurs réactions de la part des députés. Ces derniers ont saisi cette occasion pour, tour à tour, exprimer certaines préoccupations sur cette question. Dans cet exercice, c'est la députée du groupe parlementaire "Les Démocrates

unis", Gertrude Mfoumou Edou qui s'est illustrée en premier, en faisant remarquer au chef du gouvernement, "l'absence dans sa communication, du principe de formation métier/emploi, la maîtrise de l'offre d'emploi et la protection de certains secteurs en faveur des Gabonais". De même qu'elle n'a pas caché son "doute" quant à l'utilisation rationnelle des finances. Et de rappeler au numéro un du gouvernement que l'équipe qu'il conduit n'a plus droit à l'erreur. Car, selon cette élue, «les Gabonais ne sauraient éternellement être

indulgents». De ce fait, cette dernière a invité Emmanuel Issoze Ngondet à se passer "des discours de déjà entendu", mais plutôt de s'en tenir à un "engagement ferme pour sortir le pays du gouffre dans lequel il se trouve". Pour sa part, l'honorable Adrien Nkoghe Essingone du groupe parlementaire PDG, a d'entrée, souligné la nécessité pour les élus du peuple, de soutenir ce Plan de relance tel que présenté par le Premier ministre. Cependant, a-t-il dit, "malgré la solidité des cinq (5) programmes sous-tendus par les vingt-deux (22)

groupes de projets, nous aurions souhaité nous appuyer sur la rubrique Renforcement des recouvrements des recettes si seulement, cela pouvait renforcer ce programme". Car, a-t-il poursuivi, face à l'urgence, "un tiens vaut mieux que deux tu l'auras". Ce qui aura surtout captivé l'attention, c'est certainement l'intervention de l'honorable Patrick Eyoghe Edzang. Le député de la commune de Bitam a estimé qu'au regard de la situation dans laquelle se trouve notre pays, même la volonté politique ne suffirait pas à juguler cette ter-

rible dépression. C'est pourquoi, a-t-il dit, "l'objet de mon intervention c'est pour vous demander, au nom du peuple gabonais, la fin des discours pour un passage aux actes, avec la volonté d'apporter un réel espoir de développement aux populations". Et de poursuivre sur la moralisation de la vie publique. "Des années fastes étant terminées, et au regard des scandales politico-financiers, ne serait-il pas temps de mettre l'homme qu'il faut à la place qu'il faut? L'administration centrale regorge, a-t-il déploré, des cadres sous-employés,

découragés et pourtant compétents". Et l'élue de Bitam de conclure : "Moraliser la vie publique c'est mettre des hommes de probité à des postes de responsabilité pour juguler le mal insidieux de la corruption. C'est également s'attaquer à la gestion des sociétés paratataques dont les performances ne sont pas au rendez-vous, alors que nombre d'entre elles ont vocation à faire des bénéfices. C'est aussi mener à terme les projets structurants financés sur des emprunts afin qu'ils permettent de doper l'économie".